

Les crédits

importantes pour que la population exprime son opinion là-dessus, mais non l'environnement.

Dans certains secteurs de ma circonscription, le taux de chômage atteint 40 p. 100. Si le gouvernement imposait un règlement sur l'environnement sans consulter le public, une foule de personnes risqueraient d'en souffrir.

La députée est-elle favorable à des audiences dans tout le Canada? Pourquoi ne sont-elles pas aussi importantes que les audiences sur la TPS et sur VIA?

Mme Clancy: Monsieur le Président, je dirai d'abord au député de Cumberland—Colchester que la population canadienne exprime depuis 20 ans son opinion au gouvernement au sujet de l'environnement. Malheureusement, elle n'a pas eu la possibilité de lui donner son avis au sujet de la TPS parce que celle-ci a été concoctée il y a à peine deux ans.

Il est déplorable que le député de Cumberland—Colchester puisse aller jusqu'à dire que les Canadiens ne considèrent pas que l'environnement est assez important. Il sait que nous estimons tous que c'est une question importante. Je ne le nie pas. Ce à quoi je m'oppose, c'est à la façon dont le gouvernement procède.

Ces détours se comparent à la proposition de tenir plus d'audiences sur les services de garde d'enfants. Écoutez, messieurs. Les habitants du Canada vous ont dit maintes fois ce qu'ils veulent que le gouvernement fasse au sujet des garderies. Ils vous ont répété sans cesse ce qu'ils veulent qu'il fasse au sujet de l'environnement. Ils veulent qu'on l'assainisse, dès maintenant, pour les prochaines générations. Ils ne veulent pas d'une taxe de 7 p. 100 sur les produits et services et, cela, c'est vous, et non moi, qui en avez parlé.

M. Jack Iyerak Anawak (Nunatsiaq):

[Note de l'éditeur: Le député parle en inuktituk.]

Monsieur le Président, je voudrais, à titre d'autochtone, donner un aperçu de ce que les peuples autochtones du Nord ont toujours maintenu à propos d'eux-mêmes et de l'environnement.

Le souci de l'environnement existe depuis des années. Il est soudainement devenu à la mode ces dernières années. Les autochtones se sont toujours préoccupés de l'environnement. Nous nous sommes toujours considérés comme de véritables écologistes. Nous avons des affiches disant: «Prends soin de la nature, elle te le rendra bien». Nous avons toujours soutenu que nous vivons en étroite symbiose avec la nature et notre environnement.

Bien que les écologistes et le public aient démontré qu'ils sont disposés à faire quelque chose pour l'environnement et à supporter certains inconvénients, le gouvernement a été lent à réagir. Le Plan vert qu'il vient de publier en est un bon exemple. Comme l'a dit plus tôt mon honorable collègue de Halifax, les gens se préoccupent de l'environnement depuis quelques années, mais personne n'est prêt à faire quoi que ce soit.

Bien que nous attendions depuis plus d'un an que le gouvernement nous expose des orientations politiques à cet égard, voilà soudain qu'il nous dit qu'il doit effectuer une étude et consulter. Il aurait pu consulter depuis un an et nous aurions été un peu plus avancés. Le trou dans la couche d'ozone a peut-être grandi depuis un an. Il grandit, d'ailleurs. Il est maintenant temps de faire quelque chose pour remédier à ce genre de problèmes.

Les peuples autochtones ont toujours montré qu'ils se soucient de l'environnement. Ils s'opposent à certains projets de développement qui ne s'accompagnaient pas de garanties de protection de l'environnement suffisantes. Je vais vous en donner quelques exemples. D'abord, la baie James. Le gouvernement du Québec était prêt à se lancer dans la construction d'un barrage et ne se souciait guère des craintes exprimées par les Cris, les Inuit et les écologistes de la région. À la baie James, nous allons avoir les mêmes problèmes que nous connaissons actuellement. Par exemple, pensez aux gens des régions de Moresby—Sud et de Timagami, et maintenant c'est au tour des Innu à Goose Bay.

Dans la circonscription de Nunatsiaq, on projette d'exploiter une mine d'uranium. Lundi dernier, les citoyens de Baker Lake ont dit qu'ils s'opposent fermement à cette exploitation minière dans leur région. Le gouvernement n'a pas voulu se prononcer et ne sait pas s'il va approuver ou rejeter le projet. Il n'a pas encore décidé s'il devrait aider financièrement les gens qui veulent comparaître devant le Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales. Les citoyens de Baker Lake veulent que le gouvernement leur donne des fonds afin qu'ils puissent faire valoir leur point de vue et débattre la question de l'exploitation d'une mine d'uranium dans leur région. On ne leur en donne pas la chance parce qu'il y aurait, à ce qu'on dit, des délais et des plafonds financiers à respecter dans toute cette affaire de la mine d'uranium projetée.

Je voudrais ajouter que je me réjouis que le gouvernement ait dit vouloir consulter les autochtones au sujet du Plan vert. C'est très bien qu'il se décide enfin à le faire. Cela fait cependant des années que nous attendons d'être consultés, que nous attendons que quelqu'un vienne nous demander quelles sont nos vues sur l'environnement.